

Mardi 12 février 2013 :

Toutes et tous en grève !

Manifestation à 10h30 à l'IA

La CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale à la grève le **mardi 12 février 2013**.

Le projet de loi d'orientation de l'école se place dans la continuité des mesures des gouvernements précédents en reprenant les fondements idéologiques (socle commun, livret de compétences, bac pro 3 ans, réforme du lycée...) et renforce la précarité.

➤ **Ce projet de loi s'inscrit dans l'acte III de la décentralisation.**

Un cap supplémentaire serait franchi, avec le pilotage des cartes de formation professionnelle et la prise en charge des services d'orientation par les régions, ainsi que le transfert aux collectivités locales d'un certain nombre de missions incombant, dans le premier degré, à l'Éducation nationale.

Avec la décentralisation, l'Éducation perdrait son caractère national. Nous ne laisserons pas faire !

☞ **Pour la CGT Éduc'action, le projet de loi Peillon ne doit pas être réécrit ou amélioré, il doit tout simplement être abandonné.**

Il n'est pas pour autant question d'en rester à la situation telle qu'elle existe actuellement : il est nécessaire de « refonder » réellement l'école et, pour ce faire, seul un rapport de forces permettra d'engager des discussions sur la base des revendications des personnels.

➤ **Suite à une interfédérale réunissant l'ensemble des fédérations de l'Éducation, la FERC-CGT, la FNEC-FP-FO, SUD-Éducation, la CNT-Éducation et la FAEN ont appelé ensemble à la grève pour le mardi 12 février 2013 :**

- Pour une amélioration des conditions de travail et de rémunération,
 - Pour l'abandon du projet de loi d'orientation sur l'école,
 - Pour l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires.
- Le SNU-IPP (FSU) a aussi décidé d'appeler à la grève

➤ **Les créations de postes annoncées pour la rentrée 2013 masquent les suppressions subies et sont très loin de répondre aux besoins.**

Elles ne permettent même pas de revenir à la situation pourtant déjà dégradée de 2011.

Sur l'ensemble du quinquennat, la loi de programmation ne couvre pas les suppressions d'emplois, et les nouvelles missions fixées par cette loi ne sont pas budgétées.

➤ **Dans l'académie et le département, de nombreux collèges, lycées et LP découvrent en ce moment des DHG particulièrement insuffisantes, voire en baisse alors que le taux d'HSA augmente.**

Dans un contexte d'augmentation des effectifs, les 144 postes dans le 13 pour le 1^{er} degré ne permettront pas d'améliorer les conditions d'accueil des élèves ;

De même, au niveau académique pour les 56 postes en collège, 22 postes en LGT et seulement 6 créations en LP qui ne permettent pas de répondre aux besoins.

Exigeons partout des DHG à la hauteur des besoins.

Contrairement à ce qui est annoncé par le ministre, dans le premier degré, la réforme des rythmes scolaires va dégrader les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels (alourdissement de la charge de travail, multiplication des missions, souffrance au travail encore accrue...). La CGT Éduc'action revendique la déconnexion du temps de présence élèves/enseignants (dans le premier degré) et la réduction du temps de travail pour tous.

Précarité : La loi du 12 mars 2012 est bien loin d'être un plan de titularisation à la hauteur des attentes légitimes des personnels : personnels éligibles sans possibilité de s'inscrire dans leur discipline d'exercice, prise en compte très restreinte de l'expérience des collègues, faible nombre de postes ouverts aux dispositifs de recrutement... Rassemblons-nous également le 13 à 14h30 devant le Rectorat d'Aix



➔ Dans ce contexte, la CGT Éduc'action continue à exiger :

- ➔ Le rétablissement de tous les moyens perdus depuis 2002
- ➔ Des DHG à la hauteur des besoins des établissements
- ➔ La transformation des heures supplémentaires en heures poste
- ➔ Des postes d'assistants sociaux et infirmiers et un véritable cadre A pour ces professions
- ➔ L'abandon du dispositif ECLAIR, de la notion de socle commun, du Livret Personnel de Compétences (LPC)
- ➔ La remise à plat de la réforme du bac pro 3 ans et de celle du lycée général et technologique
- ➔ Le recrutement par concours au niveau licence, avec une formation de deux ans payée et débouchant sur un master

- ➔ La titularisation sans condition de concours et de nationalité de tous les personnels précaires avec une vraie formation
- ➔ Une augmentation immédiate des salaires de 70 points d'indice (soit plus de 300 euros pour toutes et tous)
- ➔ L'abandon de l'évaluation professionnelle pour les ATSS
- ➔ La suppression de la Prime de Fonctionnement et de Résultat (PFR) pour les administratifs
- ➔ Une vraie réduction du temps de travail
- ➔ L'abandon du jour de carence
- ➔ L'abrogation du SMA (Service minimum d'accueil)
- ➔ La retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités maximum

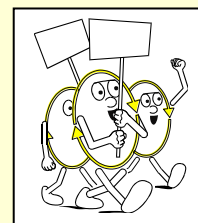
La CGT Éduc'action, conformément à ses engagements, prend ses responsabilités et appelle les personnels à se mobiliser, par tous les moyens possibles, pour imposer une autre politique gouvernementale et un autre projet pour l'école.

➔ **La CGT Éduc'action appelle à la grève dans le cadre de l'appel unitaire FERC-CGT, FNEC-FP-FO, SUD-Education, CNT-Education, FAEN.**

Manifestation à 10h30 devant l'IA du 13

**A l'appel de CGT-Educ'action 13, SNUipp-FSU 13,
Sud-Education 13, FNEC-FO 13 ...**

Suivie d'une assemblée générale à 14h (normalement lycée Victor Hugo)



Tract 12.02.2013

A remettre à un militant CGT ou à renvoyer à l'adresse ci-dessous

Je souhaite :

prendre contact

me syndiquer

Nom (Mme, M.)..... Prénom

Adresse personnelle

Code postal Commune

Tél..... e-mail

Grade ou corps..... Discipline :

Lieu d'exercice.....

Code postal Ville

CGT-Educ'action 13, 23 boulevard Charles Nédelec 13003 Marseille Tél. : 04 91 62 74 30
Site Internet : cgteducaix.ouvaton.org E mail sdencgt13@wanadoo.fr